

Fondation de la Mer intervention

Thank you, Mr. Chair,
Excellencies,
Distinguished Delegates,

I represent Fondation de la Mer, which works for the protection and sustainable management of the ocean with over 300 partner associations.

According to the OECD, we consume an average of 60kg of plastic per capita every year.

As we know, our plastic footprint, and that of the countries that make up this assembly, is highly heterogeneous.

Still according to the OECD, the inhabitants of the United States of America consume 250kg of plastic per inhabitant per year. In the European Union, the figure is 150kg. 66kg for China and 30kg for sub-Saharan Africa. Let's face it, the lifestyle and economic growth of OECD countries has been made possible in part by the massive use of plastic in our societies.

Nonetheless, this model is unsustainable. Yet we are responsible for making it desirable. And it's an entrepreneur and president of a French foundation who says so.

We have to reduce our consumption of plastic, and we can't afford for countries outside the OECD to reach our current level of consumption. However, the paradox lies in the fact that the countries that consume the most plastic are those that, today, discharge the least into nature.

Fondation de la Mer is calling for a binding and ambitious agreement. But we also want a fair agreement.

We need a binding agreement to give priority to reducing global plastic production and banning hazardous substances.

Science must be at the heart of our Treaty. To this end, we are calling for the creation of the equivalent of the IPCC for plastics.

We need an ambitious agreement involving all stakeholders: States, scientists, companies and citizens.

We need a fair agreement that creates the necessary instruments to ensure that everyone's responsibility and contribution is based on their true plastic footprint.

Let me be clear: for our agreement to be fair, OECD countries will have to accompany non-OECD countries in this vital transition. This is why the Foundation is calling for the creation of a multilateral adhoc fund, to be replenished by countries in proportion to their average annual per capita plastic consumption.

Thank you.

Intervention de la Fondation de la Mer

Merci Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs les Délégués,

Je représente la Fondation de la Mer qui œuvre pour la protection et la gestion durable de l'Océan avec plus de 300 associations partenaires.

Selon l'OCDE nous consommons en moyenne chaque année dans le monde 60kg de plastique par habitant.

Nous le savons, notre empreinte plastique, celle des États qui composent cette assemblée, est très hétérogène.

Toujours selon l'OCDE, les habitants des États Unis d'Amérique consomment ainsi 250kg de plastique par an et par habitant. C'est 150kg pour les pays de l'Union européenne. 66kg pour la Chine et 30kg pour l'Afrique sub-saharienne. Reconnaissons-le, le mode de vie et la croissance économique des pays de l'OCDE a été rendu possible en partie par l'utilisation massive du plastique dans nos sociétés.

Ce modèle n'est pas tenable. Nous sommes pourtant responsables de l'avoir rendu désirable. Et c'est une entrepreneure, présidente d'une fondation française qui le dit.

Nous devons réduire notre consommation de plastique et nous ne pouvons pas nous permettre que les pays en dehors de l'OCDE atteignent notre niveau de consommation actuel.

Mais le paradoxe réside en cela que les pays qui consomment le plus de plastique sont ceux qui, aujourd'hui, en rejettent le moins dans la nature.

La Fondation de la Mer appelle à un accord contraignant et ambitieux. Mais nous voulons aussi un accord qui soit juste.

Nous avons besoin d'un accord contraignant pour que la priorité soit portée sur la diminution de la production mondiale de plastique et l'interdiction des substances dangereuses.

La science doit être au cœur de notre Traité. Pour cela, nous appelons à la création de l'équivalent du GIEC pour le plastique.

Nous avons besoin d'un accord ambitieux en associant toutes les parties prenantes : États, scientifiques, entreprises et citoyens.

Nous avons besoin d'un accord juste qui permette de créer les instruments nécessaires afin que la responsabilité et la contribution de chacun soient fondées sur sa véritable empreinte plastique. Je le dis avec clarté : pour que notre accord soit juste, les pays de l'OCDE devront accompagner les pays non-membres de l'OCDE dans cette indispensable transition. C'est pourquoi la Fondation appelle à la création d'un fonds multilatéral adhoc, abondé par les États proportionnellement à leur consommation annuelle moyenne par habitant de plastique.

Je vous remercie.